

ALARME

JAN. FEV. MARS. 82

N° 15

S^F

Organe du **F**erment **O**uvrier **R**évolutionnaire en France

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, **UNISSONS-NOUS**,
SUPPRIMONS LES ARMEES, LES POLICES, LA PRODUCTION DE GUERRE,
LES FRONTIERES, LE TRAVAIL SALARIE!
ARMES, POUVOIR, ECONOMIE AU PROLETARIAT!

EDITORIAL

LES 39^H

VICTOIRE OUVRIERE...

OU

ATTRAPE-NIGAUDS

La " gauche " qui a remporté le 10 Mai la majorité dans le grand cirque électoral, nous a fait l'offrande d'une heure de travail en moins par semaine. Les 39 h hebdomadaire sont désormais " le lot quotidien " des exploités, qui sans aucun doute constatent agréablement surpris que leur vie a enfin changé. 1 heure en moins par semaine cela représente tout de même, et comment ! 12 minutes de sieste supplémentaire par jour ouvrable. Fantastique ! Par mois cela fait en moyenne 4h 30 de gagner. Comme il est coutume de dire, on n'arrête pas le progrès !

Le problème réel du monde de l'esclavage salarié, lui, n'est jamais concrètement posé, du moins dans l'intérêt des esclaves eux-mêmes et à fortiori par les esclaves modernes eux-mêmes.

Que l'on considère qu'une heure de travail hebdomadaire en moins c'est trop osé, que l'on considère au contraire que c'est une bonne chose dans une perspective sans de changement, ou que l'on considère que ce n'est pas suffisant et que la nation aurait pu supporter une baisse hebdomadaire de 5 heures, ON SE SITUE SUR UN TERRAIN DE REFLEXION ET DE PRATIQUE CAPITALISTES. Pour les prolétaires c'est accenter le terrain et la légitimité de son ennemi, c'est accenter sa situation de classe exploitée.

Pour comprendre l'évidence de ce que nous venons d'écrire il faut définir ce qu'être exploité par le capitalisme signifie, car l'exploitation n'est pas le simple fait (& combien barbare !) d'être derrière une machine en percevant un salaire de misère. C'est entre-autre de cette définition volontairement incomplète dont profitent toutes les soi-disant organisations ouvrières (P "C", P "S", extrême-gauche, syndicats) pour nous faire passer des vessies pour des lanternes, nous faire passer des défaites pour des victoires, notre non-organisation pour une organisation de classe.

L'exploitation, et tous ces gardes chiourmes du capital le savent, consiste fondamentalement et cela sur toute la planète actuellement en ceci : quelque soit la quantité d'heures de travail, les conditions de travail et le salaire perçu, le capitaliste privé ou collectif (cartels, trusts, Etats) s'accapare le sur-travail ou plus-value réalisé par le travailleur qui ne perçoit en salaire que la part lui permettant de reconstituer sa force de travail. En clair, ce n'est pas, dans l'abolu, parce qu'on a un salaire relativement élevé et que l'on travaille comparativement moins d'heures que dans d'autres secteurs qu'on en est moins exploité, au contraire. Tant que le capital s'accumule, le capitaliste y trouve son compte au détriment de celui qui est socialement contraint de le servir pour survivre. Et c'est justement sur la meilleure façon d'y trouver son compte que diverses fractions capitalistes s'affrontent depuis le plus bas niveau jusqu'aux hautes sphères du pouvoir politique et économique. Car soulignons dès maintenant que lorsque le problème des augmentations de salaires et de diminution des heures de travail est posé il est irrémédiablement lié par tous les exploités à celui de l'économie nationale par secteurs industriels interposés.

L'économie nationale peut-elle ou ne peut-elle pas supporter telle ou telle autre mesure ? That is the question, capitaliste évidemment.

Or sur quoi repose l'économie capitaliste ? Elle repose tout entière sur notre exploitation. En fin de compte, en acceptant leur logique et principalement celle du syndicalisme qui se fait passer pour notre défenseur, nous acceptons tout simplement notre propre exploitation malgré toute la bonne volonté combative anihilée et désorientée précisément par toutes les organisations précédemment citées.

Ajoutons à ceci que les patrons et l'Etat avec la complicité non-dissimulée des syndicats et de toutes les forces politiques se considérant mutuellement comme partenaires sociaux responsables n'arrêtent pas de nous effrayer avec les éternels propos du genre : soyez ou soyons responsables, trop en demander provoquerait la ruine de l'entreprise et par conséquent votre licenciement et

le chômage ". Face à de tels arguments on est en droit de se demander pourquoi nous ne demanderions pas nous mêmes dans un élan de classe humanitaire une réduction massive de notre salaire et une augmentation considérable des heures de travail. Après tout la sauvegarde de nos intérêts ne dépend-elle pas de la bonne marche de l'économie qui complaisamment nous fait vivre ? Après tout c'est elle qui nous donne du travail, c'est grâce à elle que chaque jour nous nous rendons sur le lieu de travail qui nous permet de survivre !

Et si nous y mettions tous du nôtre, animés d'un noble esprit fraternel, nous pourrions assainir un peu plus cette économie, permettant ainsi à ceux qui n'en profitent pas encore de pouvoir nous rejoindre dans la grande communauté de TRAVAIL !

C'est cela qui en fait nous est continuellement proposé, et c'est cela qu'ils arrivent à nous faire accepter ou à nous imposer à travers leurs paroles pestilentielles sur la société et le monde du travail. Non seulement ils ont momentanément tous les atouts en main, mais en plus ils distribuent les cartes comme bon leur semble, et le jeu se corse encore plus nuisque ceux que d'office on nous assigne comme partenaires (syndicats etc...) jouent en fait contre nous. TENIR COMPTE DE L'INTERET DE L'ECONOMIE CAPITALISTE c'est ACCEPTER DE PERDRE, c'est ACCEPTER LEUR JEU ET TOUTES SES DONNES, c'est ETRE VAINCU AVANT MEME D'AVOIR LIVRE BATAILLE.

La seule possibilité d'action réelle, d'unité, de victoire, passe par la lutte pour nos intérêts sans tenir compte de l'intérêt de l'économie nationale. C'est lutter et revendiquer pour ne plus avoir à le faire, c'est tout simplement viser à supprimer l'exploitation elle-même et donc la société divisée en classes. Le problème des 39h, des 35h est un faux problème tel qu'il est posé, précisément parcequ'il es posé par nos ennemis de classe, et que la classe ouvrière a désappris à s'organiser par elle-même et pour elle-même.

Insurgés parcequ'ennemis de l'injustice sociale nous nous rebellons contre une situation inique, contre ceux qui ont besoin de nous pour que leur société se maintienne à nos dépens. Et si elle se maintien c'est parceque victorieuse grâce avant tout à la contrerévolution stalinienne dans la vague révolutionnaire 17-37 elle nous a désappris à la détester et à la haïr d'une manière consciente et organisée. Toutes les forces de la Gauche et son extrême qui prétendent nous représenter veulent que nous soyons responsables. Mais être responsable tel qu'elles l'entendent c'est être soumis, c'est accenter qu'une bande de charonnards puissent nous dévorer à volonté. C'est accenter à travers toutes leurs courbes et statistiques ce qu'à peu de chose prêt il nous est permis de revendiquer. Au delà du seuil de cette conscience d'adulte responsable, seuil variant suivant les tendances, une pluie d'invectives s'abat sur les pauvres malheureux qui ont eu l'audace de se battre. De plus ces invectives se matérialisent le plus souvent, rapport de force oblige ! par la violence de classe qui pour l'instant est de leur côté.

C'est ce rapport de force qu'il faut contribuer à renverser. Et nous ne pourrons le faire que par notre unité de classe face au Capital, unité qui ne peut être obtenue que par notre lutte et non par notre délégation de pouvoir à toute la racaille syndicale. Cette unité de classe dépend du refus par des secteurs toujours plus nombreux du prolétariat des contrats passés entre Patrons/ Etat/ syndicats. Cette unité dépend de la capacité organisationnelle indépendante du prolétariat face au capitalisme, ainsi que de la capacité des éléments les plus conscients en son sein travaillant dans ce sens.

"... L'un des buts le plus urgent pour les révolutionnaires et les organisations communistes est de rompre l'unité que syndicats, stalinisme et organisations jouant le rôle de rhaboteur à leur service préconisent et imposent.

Marx disait que ce qu'il y avait de plus important dans les luttes revendicatives n'était pas tant le succès des revendications que l'union grandissante du prolétariat dans la lutte. Malheureusement depuis toutes les organisations que nous avons citées, et principalement la force syndicale, font que la lutte soit une non-lutte et font des revendications un réajustement pour une meilleure accumulation capitaliste et donc pour une meilleure exploitation.

Ces soi-disantes grèves et ces soi-disantes luttes empêchent l'unité réelle de classe d'autant plus que même sur un terrain vraiment revendicatif, le prolétariat reste un jouet facile au main du capital. En effet quelque soient les concessions économiques et politiques qu'il obtienne il n'en reste pas moins une classe exploitée...". (Alarme n° 3 éditorial).

Leur 30h, dans de " bonnes " ou de " mauvaises " conditions suivant l'état d'esprit des dirigeants de l'entreprise que nous enrichissons, ils peuvent se les mettre où nous pensons. Leur orchestration des conflits sociaux inévitables vue l'existence de classes antagoniques va à l'encontre de l'harmonie contenue dans les possibilités sociales qui appellent sans cesse une transformation réelle et radicale du monde de l'exploitation de l'homme par l'homme. C'est cette transformation que le prolétariat doit diriger magistralement. Il ne pourra le faire qu'en imposant dès maintenant et partout sa mesure.



§ Ecrivez-nous!
 § Prenez contact avec nous!
 § Militez pour la Révolution
 § Socialiste!
 §



PUBLICATIONS DU F.O.R. :

-en Français:			
Parti-Etat, stalinisme, révolution	G.Munis Ed.Spartacus	(112 pages)	13,50F
Les syndicats contre la révolution	B.Péret, G.Munis Ed.Eric Losfeld	(94 pages)	10F
Les révolutionnaires devant la Russie et le stalinisme mondial	G.Munis	(Reproduction photocopiee de l'édition de 1946, 45 pages)	25F
Fausse trajectoire de Révolution Internationale		(7 pages)	2F
Le "manifeste" des exégètes	B.Péret	(Reproduction photocopiee de l'édition de 1946, 29 pages)	20F
-bilingue Français-Espagnol:			
Pour un second manifeste communiste	Ed.Eric Losfeld	(72 pages)	12F
-en Espagnol:			
Jalones de derrota, promesa de victoria	G.Munis	(Reproduction fac-simile de l'édition de 1948, 517 pages)	39F
Llamamiento y exhorto a la nueva generacion	Imp.La ruche ouvrière	(20 pages)	4F
Explicacion y llamamiento a los militantes, grupos y secciones de la IV Internacional		(Reproduction photocopiee de l'édition de 1949, 15 pages)	15F

Nous rappelons que la création du F.O.R. s'est effectuée en 1958. Les textes antérieurs à cette date n'expriment pas toujours des positions qui soient encore les nôtres aujourd'hui. Mis à part l'intérêt politique de ces textes, ils portent témoignage de la progression théorique qui a précédé la création du F.O.R..

Abonnements

ALARME organe du F.O.R. en France
 1 an.....4n°.....16 F
 ALARMA organe du F.O.R. en Espagne
 1 an.....4n°.....16 F

Les paiements de publications et les abonnements doivent être effectués à l'ordre de:
 ALARME
 CCP n°151628 U Paris

Permanences à Paris : nos permanences se tiennent dans une salle de la librairie Recherche 3 rue Max Dormoy, 75018 (Métro La Chapelle de 14h à 16h, les seconds **samedis** **idé** chaque mois.
Permanences à Clermont-Ferrand : Tous les 2eme vendredi de chaque mois au bar de la gare routière à clermont de 18h30 à 20h 30.
Permanence à Tours : Tous les derniers samedi, tous les 2 mois à partir du 24 Avril 82 Au café "Le CONTINENTAL," Place du Palais de 15h à 17h.

LE SALAIRE DU FEMINISME

Le 8 Mars était la journée de la femme . Il y avait déjà eu, rappelons-le, l'année de la femme . Bientôt ce sera l'heure de la femme, la minute de la femme, et pourquoi pas, la seconde de la femme.

Le mouvement féministe veut prouver que la femme a non seulement sa place dans la société mais qu'elle en représente la grande majorité . Constatant qu'elle a tout le long de l'histoire eu une place secondaire, elle veut désormais s'affirmer et s'afficher comme l'égal de l'homme . Le problème de l'exploitation de l'oppression est donc posé non plus en termes de classes mais est vu comme une opposition entre les sexes .

Tatcher, Girould, Saunier-Soité, Rosa Luxembourg, Louise Michel : même combat ! Le féminisme produit des intellectuelles aussi nulles et funestes que d'intelligentsia masculine qui se morfond dans l'acceptation de la société divisée en classes et donc du capitalisme.

Le féminisme est réactionnaire .

Donnons-en pour preuve un de leur slogan qui se veut égalitaire, progressif, et à première vue tout à fait acceptable : "A qualification égale, salaire égal". C'est clair : Une travailleuse P1 doit toucher le même salaire qu'un travailleur P1, une P2 le même qu'un P2 et ainsi de suite jusqu'à la haute hiérarchie sociale . C'est logique et légitime, oui ... mais uniquement pour ceux qui acceptent la hiérarchie, l'exploitation de l'être humain, la société divisée en classe . Pas pour nous ! En effet, toutes celles et tous ceux (les nombreux mâles féministes issus des milieux "gauchistes" ou de "droite") qui défendent ce slogan ne peuvent, si ils ou elles ont encore un brin de cervelle, qu'en accepter les conséquences : une ou un P1 doivent gagner moins qu'une ou un P2, et ainsi de suite jusqu'à la plus haute hiérarchie sociale . C'est extrêmement évident missize Watson .

Pour les révolutionnaires, pour les communistes, s'il est vrai que les femmes ont des problèmes "spécifiques" à défendre, elles ne le peuvent que dans l'unique perspective sociale, celle de la destruction des rapports marchands capitalistes de production à l'Est comme à l'Ouest, dans la perspective d'une société où l'individu (homme, femme) puisse se réaliser pleinement sans distinction de sexe, de race ou autre . Une petite brochure, "Salaire, prix et profit", disait en plein 19^e siècle, que les prolétaires devaient remplacer le mot d'ordre conservateur "Un salaire équitable pour une journée de travail équitable" par celui, révolutionnaire, d'"Abolition du salariat". Qu'attendent les femmes prolétaires pour abandonner un mouvement féministe qui, au nom de l'égalité avec l'homme, leur fait accepter pleinement leur rôle de prolétaire exploitée et méprisée .

Attendent-elles qu'il y ait encore plus de femmes aux commandes de l'entreprise ou de l'Etat ?

Quant au fait que les militantes féministes voudraient faire de la journée du huit Mars la première journée revendicative des femmes, nous leur répondrons que femmes et hommes sont nos ennemis quand ils ont comme perspective de parvenir en toute légitimité capitaliste, aux commandes de l'Etat ou de l'entreprise . Pour notre part, notre objectif n'est pas de réaliser une journée ou une année de la femme, de l'enfant, de l'ouvrier, de l'intellectuel ou du lapin.

Ce que nous désirons par notre combat, c'est la pleine réalisation de l'individu (homme, femme) dans la société sans classe, c'est l'avenir à plein temps de l'humanité .

INTERVENTION

ET

NOYAUX REVOLUTIONNAIRES D'ENTREPRISES

Tant qu'un groupe n'arrivera pas à entraîner une partie de la classe ouvrière contre le stalinisme, ses valets trotskystes ou chrétiens de gauche (P.S.U., Action Catholique Ouvrière, etc...) et à l'organiser en dehors et contre les syndicats, il n'y aura pas d'organisation révolutionnaire. Aussi pour entraîner une partie du prolétariat faut-il militer, intervenir là où il a le plus conscience d'appartenir à une classe; là où il a le plus conscience de son exploitation: le lieu de travail. De plus l'approfondissement théorique d'un groupe ne se fait pas à partir de politique fiction mais à partir d'une pratique basée sur le vécu quotidien de la classe ouvrière.

Comment avoir ce vécu quotidien, cette pratique, si ce n'est en militant et en s'implantant là où le prolétariat vit le plus son exploitation. Il ne peut y avoir de théorisation possible EN DEHORS DU COMBAT QUOTIDIEN ET PERMANENT DE NOYAUX REVOLUTIONNAIRES D'ENTREPRISES. Pour combattre le stalinisme et s'organiser en dehors et contre les syndicats, IL FAUT QUE DES FORMES PUREMENT PROLETARIENNES CROISSENT ET LES DERACINENT!!! Ces noyaux sont l'expression de cette exigence; donc LE DEVOIR de tout groupe se voulant révolutionnaire est de militer et de s'implanter sur les lieux de travail pour OEUVRER A LEUR ECLOSION.

Certes certains groupes crieront à l'ouvriérisme car, soit ils ont peur d'aller aux portes des bureaux ou des usines, soit, méprisants, ils ne voient en ces N.R.E que le produit de la confusion. Pour les uns, révolutionnaires de salon, il est préférable de faire de la théorie en chambre et très souvent ils prennent les séquelles de la décadence sociale du capitalisme pour un mouvement de subversion de la vieille société! Pour d'autres, soit ils ne veulent rien voir en dehors d'eux: "hors du groupe, point de salut", soit leur sclérose est telle qu'ils sont incapables de comprendre que ces N.R.E sont des jalons de conscience produits directement par la lutte classe, que la conscience du prolétariat jaillit en eux avec toute sa force EN RAISON DES RAPPORTS ECONOMIQUES ET DE LA COMPREHENSION DES CONDITIONS SPECIFIQUES !!! Ils sont l'auto-organisation de la classe contrainte d'agir.

Tout groupe révolutionnaire voit en ces Noyaux Révolutionnaires d'entreprises des organes de lutte non représentatifs, c'est-à-dire qu'ils ne visent pas à représenter le prolétariat au sein d'un pouvoir ou ailleurs (ils représentent le mouvement révolutionnaire voulant la destruction du Capital, donc n'acceptant aucune négociation, aucun compromis) mais qu'ils veulent réaliser ses tâches, en premier lieu l'abolition du salariat.

Combattant le syndicalisme, institution du capital, donc entièrement confiné dans les limites du système capitaliste, ILS REGARDENT AU-DELA DU CAPITALISME, savent qu'il est indispensable de se donner les moyens de contribuer au dépassement des luttes revendicatives vers une activité révolutionnaire réelle et d'en faire un aliment pour celle-ci. "La lutte quotidienne reste l'école de guerre du communisme". L'activité des N.R.E, en soulignant et en défendant les acquis des luttes et en leur traçant des perspectives globales claires contribue à ce que le niveau d'affrontement futur soit qualitativement plus élevé.

L'exigence de s'organiser en dehors et contre les syndicats dans les entreprises n'est pas nouvelle. Elle est illustrée par un exemple déjà ancien, celui de l'Allemagne des années 20 (KAPD, les AAU et AAUD). De plus, tout groupe conscient sait combien cette exigence a fait défaut lors d'affrontements sociaux, de luttes, que l'on peut qualifier de dures comme en 68. On a assisté à une retombée, pas seulement celle de l'agitation sociale mais aussi, ce qui est plus grave, la retombée de la conscience de classe produite par la lutte. Trop souvent, en 68 et après, on a vu des travailleurs qui, après avoir déchiré leur carte syndicale (traduisant par là leur compréhension du rôle d'obstacle à leur lutte joué par les syndicats) ont depuis renoncé à toute activité ou sont peu à peu retournés au syndicat; ceci à cause de l'absence de N.R.E pour donner une perspective révolutionnaire claire dans les fractions de travailleurs en lutte.

Tout groupe révolutionnaire conscient de cette exigence d'œuvrer pour et dans les N.R.E réalise les écueils à éviter :

Le premier serait de les considérer comme des courroies de transmission au service d'un groupe ou d'un parti mondial existant ou à construire.

Le deuxième, rejoignant le premier, serait de vouloir les fixer dans une plate-forme, un programme, car ce sont des pôles politiques défendant la stratégie imposée par le but qui est le leur (l'abolition du salariat comme première étape de l'organisation communiste de la société) par leur pratique propre au sein de la classe. Ce sont des pôles politiques capables de réaliser un approfondissement théorique à partir de la pratique vécue par ses membres lors des luttes dans lesquelles ils sont impliqués.

Un tel projet pour les N.R.E suppose obligatoirement qu'ils soient capables de dépasser l'usiniisme, le localisme, le nationalisme (obstacles à la compréhension globale des problèmes posés).

Un autre écueil serait de voir en ces N.R.E la préfiguration ou l'embryon des futurs conseils ouvriers. Il y a une différence de nature entre les deux. Les conseils ouvriers constituent les organisations de masse dans lesquelles on retrouvera l'ensemble de la classe en lutte lors de la période révolutionnaire, alors que les N.R.E sont des organisations que construisent les travailleurs, momentanément les plus conscients, lors d'une période qui n'est pas révolutionnaire afin d'infléchir la marche de leur condition d'exploité vers l'abolition du salariat. Evidemment, en période révolutionnaire les N.R.E œuvrent entièrement à la création des conseils ouvriers. Par une compréhension globale claire ils voudront animer la dynamique de ces conseils, être un élément moteur, une force de proposition et de réflexion.

Enfin, tout groupe révolutionnaire sait que les N.R.E sont des éléments parmi d'autres du mouvement révolutionnaire. Il n'y a pas d'antagonisme entre des groupes "hors entreprise" et les N.R.E.

Tout révolutionnaire ne peut que participer à ces deux types de groupes car de la dialectique de ces deux types d'organisation naîtra l'émancipation des travailleurs.

EXPLOITATION DECALEE

Dimanche 28 Mars l'heure a été avancée d'une heure ; c'est sans doute cela qu'on appelle être en avance sur son temps. Ainsi, comme chaque année, pour le Printemps et l'Été, on profite du jour plus longtemps (il fait clair plus tard) et mieux de la nuit (il fait sombre plus tard aussi). La nuit est plus nuit et le jour plus jour ; bref c'est la félicité à part quelques défauts : la nuit les chats sont désormais tous noirs et les jours sans pain sont un peu plus longs.

Tout ceci est très impressionnant ; de plus, c'est enthousiasmant puisque notre Economie Nationale fait des ECONOMIES !

On économise l'énergie des centrales électriques et l'économie nationale qui gagne ainsi du ressort. Pour nous par contre, il n'y a pas de changement.

Nous dépensons tout autant notre énergie au travail alors que la Nation (cadre de notre exploitation) se renforce. Pourtant, c'est bien d'énergie que nous avons besoin pour abattre cette société de misère.

Pour toute correspondance :

ALARME
Boite Postale 329
75624 Paris cedex 13

Imprimerie: Ed. F.L.
. 33 rue des Vignoles, 75020
Dépot légal: 2^e trimestre 1984
Directeur de la publication:
P. Maréchal
Commission paritaire: n°61890

ADRESSES DU F.O.R. HORS DE FRANCE:

- Espagne (ALARMA) : écrire à l'adresse suivante sans autre mention: APDO. 5355
Barcelona
- Grèce (SYNAVERMOS) : écrire à l'adresse de Paris.
- Italie (ALLARME) : même topo que pour la Grèce.

NOTRE TACTIQUE : L' INTRANSIGEANCE

Actuellement dans un certain nombre de centres de production importants, les syndicats C.G.T., C.F.D.T. ne sont que faiblement présents; cela étant directement dû à la volonté des directions patronales locales. Le nouveau gouvernement inversement, veut augmenter l'implantation syndicale.

On pourrait alors se poser quelques questions: la liberté syndicale, c'est à dire la possibilité, la liberté, pour tout syndicat d'avoirignon sur rue au sein d'une entreprise donnée, représente-telle un progrès pour nous? Représente-t-elle une première ébauche d'attaque contre l'exploitation? Un patron, qui n'accepte pas la liberté syndicale au sein de son entreprise, serait-il plus exploiteur qu'un patron qui accepte une telle liberté?

Pour donner une réponse claire à ce problème il faut savoir ce qu'est un syndicat. Brièvement, à l'heure où les conditions objectives de la destruction du capitalisme (c'est à dire un prolétariat qui a montré internationalement qu'il est capable de détruire le capitalisme, et des forces productives plus que suffisamment développées) sont présentes, il ne s'agit plus de développer le capitalisme nul part, mais de l'abattre partout. Aujourd'hui toute association politique, économique, qui ne vise pas à la destruction révolutionnaire du capitalisme est donc réactionnaire, contre révolutionnaire. Les syndicats qui n'ont jamais été révolutionnaires sont devenus, depuis que la croissance économique du capitalisme a fourni les armes pour la destruction de cette société, depuis que les conditions objectives de la réalisation du communisme sont présentes, des organismes contre-révolutionnaires. Loin de s'attaquer au capitalisme, à son centre nerveux l'accumulation du capital, l'extraction de plus-value, il tend à favoriser. Notre lutte ne peut donc pas être une lutte qui vise à augmenter la liberté syndicale là où elle n'existe pas encore complètement.

Notre camp n'est donc ni celui de la C.G.T., C.F.D.T., ni celui des directions patronales locales (Peugeot, Talbot, ...)

Notre stratégie étant clairement définie, notre tactique pourrait-elle au nom de la réalité locale (Peugeot-Sochaux, Talbot, par exemple) se concentrer sur une attaque visant le patron, en réduisant quelque peu notre attaque contre le syndicat? Au nom des milices patronales, au nom de la faible implantation syndicale (à Peugeot-Sochaux par exemple relativement à l'implantation syndicale dans certaines entreprises nationalisées: Renault ...), au nom du fait qu'une attaque radicale contre les syndicats serait prise comme une provocation par l'écrasante majorité des ouvriers; ou au nom de toutes ces réalités, faudrait-il en déduire une telle tactique?

Nous allons répondre à cela. D'abord la tactique dans des usines particulières, comme la tactique partout ailleurs, est fonction de la stratégie. Autrement dit notre tactique doit s'adapter à notre stratégie et ne pas lui nuire. Pour Peugeot-Sochaux et autre en particulier, on en déduit donc que la réalité dans ces usines (décrite dans ses grands traits ci-dessus), ne peut être interprétée correctement sans avoir compris préalablement la réalité globale, le rôle du syndicat aujourd'hui dans le système que nous voulons détruire: le capitalisme. Le syndicat est un des piliers fondamentaux, au 20^e siècle, de ce système (et c'est pour cela qu'une attaque radicale des syndicats renferme une attaque radicale du patron). En plaçant comme objectif ultime de nos luttes, la négociation, il en fait des non luttes, puisqu'il fait perdre à ces luttes le sens qu'elles ont: celui de la révolution sociale, qui est confrontation de classe, et non pas négociation de classes. Comprendre le rôle du syndicat et de ses milices amène, si ce n'est pas déjà fait à comprendre le rôle des milices patronales. Mais de la compréhension du rôle des milices patronales, comme c'est le cas aujourd'hui pour la majorité des travailleurs, ne découle pas une compréhension du rôle des syndicats.

On sur qu'il y a lutte entre patrons et syndicats, mais cette lutte, loin d'être une lutte de classes, est une lutte de clans. Clans exploités, qui proposent chacun des méthodes pour nous exploiter. Ces méthodes souvent opposées (celles étant dû à des intérêts distincts) donnent à leurs luttes une certaine intensité. (La plupart des syndicats, en France proposent par exemple des nationalisations, solutions qui exploieraient le patron privé, au profit de l'Etat, solutions donc dénoncées par la plupart des patrons privés). Mais que la lutte qu'ils se livrent soit plus ou moins forte, que le syndicat soit ponctuellement, dans une en-

treprise, ou inexistant ou complètement écrasé par la force du patron, il n'en reste pas moins un organe étranger et opposé à nos intérêts, un organe capitaliste qui doit être dénoncé (et combattu) en tant que tel. Notre lutte de classe ne peut pas tirer parti d'une lutte patron-syndicat, elle ne pourra pas tirer son épingle de ce jeu là. Elle lui est étrangère et supérieure, car elle permettra par sa victoire, la réalisation d'une société supérieure à la société actuelle. Supérieure dans son objectif, elle lui est supérieure aussi dans ses moyens, loin de s'accommoder, aussi peu soit-il, de la minable lutte de clans entre patrons et syndicats, elle devra la critiquer, la dénoncer pour ce qu'elle est. Notre lutte ne pourra se développer que sur la base d'une attaque radicale de cette société, de ses bases, de ses défenseurs (syndicats, ...). Les fausses alternatives (fausse pour le prolétariat) : syndicat ou patron, capitalisme d'état ou capitalisme privé, doivent être balayées au profit de l'alternative véritable : syndicat, patron, capitalisme, ou bien communisme. Exploitation, production en fonction des profits d'une classe d'exploiteurs, ou fin de l'exploitation, de la subordination, production en fonction des besoins, d'abord du prolétariat, puis à mesure que les classes disparaîtront, en fonction des besoins de la communauté humaine.

Notre lutte ne doit pas, au nom de réalités locales, mettre en sourdine notre attaque syndicale. Elle ne doit pas, au nom du travail régulier que nous faisons, être par étapes, c'est à dire : au fur et à mesure que nous commençons à être connus, que nous commençons à sentir de l'impact radicaliser alors seulement son attaque anti-syndicale. Il ne s'agit pas de mener d'abord une lutte principalement anti-patronale, puis après avoir eu quelque impact, après avoir été connus, passer à l'étape principalement anti-syndicale. En effet, l'impact que nous aurions par une attaque principalement anti-patronale se réduirait considérablement au passage à l'étape suivante, car le terrain de la lutte surtout contre le patron, est noir de monde, mais le nombre de travailleurs prêts à lutter radicalement contre le syndicat, et donc contre le capitalisme, est très réduit. Et cela, nous ne le changerons pas grâce à telles ou telles tactiques, ce sera seulement qu'au cours d'un mouvement social que cette réalité changera. De plus nous ne cherchons pas l'impact pour l'impact, l'impact n'est pas un critère en soi. Notre attaque doit être claire, nous n'avons rien à cacher, l'impact que nous voulons doit être obtenu non pas parceque nous mitigeons certaines de nos positions anti-syndicales, mais au contraire il doit être obtenu, entre autre, par la radicalité de notre attaque anti-syndicale. Les réalités locales ne doivent pas nous aveugler, nuire à la vision de la réalité globale. Sinon, par exemple, dans certains pays d'Afrique au nom exclusif de la réalité locale, le capitalisme aurait encore une tâche progressive à accomplir : faire croître les forces productives. Les indigènes d'Amérique n'ont pas attendu de savoir se servir de l'arbalète, de la poudre avant de passer directement à la lutte avec des fusils, armes des européens, contre les européens. Non, ce qui doit compter pour nous c'est les possibilités historiques que le capitalisme a créés, là où il est le plus puissant, et les principales forces sociales qui l'aide à subsister sous sa forme décadente. L'existence précède la conscience, c'est vrai, mais les rapports capitalistes ayant unifiés ce monde, la conscience dès qu'elle apparaît quelque part (conscience par exemple du rôle du syndicat là où il est présent en ce 20^{ème} siècle) peut se refléter partout ailleurs dans le monde, et en particulier là où les facteurs objectifs qui lui donnèrent naissance ne sont pas directement présents. Autrement dit,

Autrement dit, que ce soit dans tel ou tel pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique du sud, où les syndicats sont ou absents, ou clandestins, que ce soit aux usines Peugeot où les syndicats, tout en présent, sont "léger" face à la direction patronale locale, ou enfin que ce soit dans les pays de l'est où le syndicat intégré à l'état est omniprésent sur les lieux de production, le prolétariat a les mêmes tâches face au syndicat : créer ses propres organes de lutte, qui n'ont donc aucune fonction syndicale, et donc lutter contre le syndicat partout où il est présent.

Les propriétaires des moyens de productions et leurs valets, trouveront toujours nos interventions provocantes. ET pour cause ! En tant que révolutionnaire nous luttons pour aider à provoquer un mouvement qui en détruisant la propriété privée (individuelle, collective ou d'Etat) des moyens de production, détruira par là même les capitalistes et ses serviteurs.

en période de paix sociale les idées dominantes sont celles de la classe dominante ; qu'il de plus normal que nos interventions soient provocantes pour la grande majorité des ouvriers. Si ce n'était pas le cas, c'est qu'ou bien nous ne serions plus en période de paix sociale, ou bien que nous ne serions plus révolutionnaires, et dans ce cas l'impact que nous aurions desservirait la révolution sociale.

Les quelques luttes qui ont lieu actuellement dans certaines usines en France et qui sont centrées sur la question des horaires de travail, des cadences, des salaires sont perdues d'avance si elles restent sous le carcan syndical. Attention dans la lutte qui est engagée entre CGT, CFDT et certaines directions patronales nous n'avons rien à gagner. Leur accord éventuel sera fait sur notre dos. Une fois qu'ils se sont entendus sur le prix de notre force de travail et sur les modalités de notre exploitation, il faut travailler sérieusement, il faut produire, produire pour d'autres.

Notre but est fondamentalement différent et opposé à celui des syndicats. Nous voulons en finir avec l'exploitation, alors qu'eux, ces partenaires privilégiés des patrons ou de l'Etat (quand il ne sont pas déjà à la tête de l'Etat propriétaire des moyens de production) cherchent à maintenir la paix sociale et avec elle notre exploitation. Nos revendications sont donc fondamentalement différentes de celles des syndicats. Nous visons à attaquer l'accumulation du capital. Les leurs sont propices et intéressées à cette accumulation. Nos revendications, par leur réalisation, permettront de rendre toujours plus palpables les possibilités historiques, et par là même elles permettront à la conscience de se développer et au mouvement social d'accroître sa dynamique. Ainsi nos revendications ne sont pas des fins en soi, elles doivent se considérer à travers la dynamique qu'elles permettent d'engendrer. Nous revendiquons pour ne plus avoir à le faire. Pour ce il faut viser le centre nerveux du capitalisme, le travail salarié qui permet au capital de réaliser la plus-value.

Baisse des heures de travail, oui... Mais elle ne doit pas dépendre des intérêts de l'entreprise ou de la nation. Ce sont nos intérêts qui sont en jeu et pas ceux de l'économie nationale opposés aux nôtres. Ainsi une telle baisse ne pourra se limiter à quelques heures par semaine, elle sera bien plus importante.

Baisse radicale des cadences et augmentation des salaires, et peu importe que l'entreprise soit moins compétitive sur le marché.

Travail pour tous, chômeurs et jeunes, et diminution des heures ouvrables proportionnellement au nombre d'ouvriers et au perfectionnement de l'outillage.

Nos intérêts enfin imposés au dépend de ceux de la nation, unité d'exploitation, et voilà le sens de notre lutte qui apparaît clairement.

A ces revendications doivent s'ajouter celles concernant le fait que les délégués syndicaux ne sont pas les délégués du prolétariat. Révocation de tout règlement intérieur d'entreprise dicté par le patron " bourgeois " ou l'Etat ou par ceux-ci et les syndicats conjointement.

Par notre lutte nous devons tendre à récupérer tous les produits que nous fabriquons, ceux là mêmes qui nous échappent une fois leur production terminée. Notre misère n'a jamais été aussi grande relativement à toutes les richesses que nous produisons. Ce système sans raison d'être, s'accapare quotidiennement les produits que nous fabriquons pour perpétuer son objet système marchand.

La classe capitaliste jouit de ces richesses et en utilise certaines contre nous quand il le faut. Des cars peugeot qui équipent la police, jusqu'aux pneus Michelin qui équipent ces mêmes cars, en passant par l'entreprise nationalisée Renault qui équipe police et armée, en voitures, camions, ... toutes ces productions se retournent contre nous. Sans compter les fusils, pistolets mitrailleurs, techniquement performants, dont seules les balles nous sont éventuellement destinées.

Il en sera ainsi tant que nous accepterons de courber l'échine, tant que nous ne lutterons pas contre les syndicats, patrons, Etats et leurs solutions capitalistes, tant que nous ne lutterons pas pour imposer, le pouvoir entre nos mains nos solutions, les solutions communistes au problème capitaliste et qui plus est au problème de l'humanité elle-même.

BELGIQUE:

COMME PARTOUT, S'AFFRONTER AUX SYNDICATS EST NECESSAIRE

Les ouvriers belges ont réagi avec violence aux attaques lancées par le patronat et le gouvernement contre leur niveau de vie. Une vague de grèves a déferlé sur le pays et plus particulièrement dans la sidérurgie, secteur directement menacé de nombreux licenciements.

Les sidérurgistes se sont violemment affrontés à la police (le 11/02/82 et le 16/03/82) à Bruxelles. C'est là l'aboutissement d'une agitation (grèves, occupations d'usines et de lieux publics) de plus de deux mois. En fait, il faut voir que cette agitation ne s'est concrétisée que dans les deux flambées de violences citées.

De multiples manifestations ont eu lieu : ce ne furent que de sinistres promenades -enterrements ; les grèves ont été totalement manipulées par les syndicats ; les occupations de lieux publics ont été symboliques et les usines occupées furent seulement celles qui doivent être fermées...

Les ouvriers belges se sont épuisés à "pousser" les syndicats dont les appareils ont su peser de toute leur force d'inertie pour étouffer tout mouvement "incontrôlé". Mais les syndicats, forts de la confiance que leur accordent les ouvriers belges, ont pu donner une leçon de syndicalisme à tous leurs complices nationaux et internationaux : les bonzes s'en sont donnés à cœur-joie et les sidérurgistes, malgré toute leur détermination, n'ont pu que déborder ce carcan sans le rompre, de même que les sidérurgistes français durant l'hiver 78/79.

Les prolétaires voulaient se battre mais n'ont pas eu assez de force et clairvoyance pour éviter les écueils syndicaux : Division et Confusion.

* Division entre wallons et flammands, savamment entretenue par les déclarations de syndicalistes, protestant par exemple, contre "l'envoi de policiers flammands à une manifestation wallonne".

* Division entre branches de travail différentes. Les grèves se sont déclenchées, ou ont été déclenchées par les syndicats, dans un ordre dispersé et sans aucune centralisation ; les grévistes ayant apparemment peu fait pour s'opposer à cet emmiettement.

* Division entre Liège et Charleroi à la suite de magouilles et de mensanges des syndicats : la direction syndicale majoritaire de Liège (FGTB) accusa "ceux de Charleroi" (c'est-à-dire la direction syndicale majoritaire à Charleroi : la CSC) de "ne pas vouloir de contact" et annula la rencontre que les grévistes de Liège voulaient avoir avec ceux de Charleroi. Ils se laissèrent bernier par les diatribes sur les "briseurs d'unité" (syndicale...).

* Confusion entre les affrontements avec la police et l'affrontement avec l'Etat et le Capital ; la mobilisation des travailleurs s'est faite sur des mots d'ordre du style : "sauver l'emploi", "réussir la restructuration en Wallonie" etc...

* Confusion entre organisation de la classe ouvrière et organisation syndicale. La confiance, même ébranlée, empêche tout regroupement ouvrier important, centralisé et en opposition tranchée avec l'Etat et la Nation.

Ainsi, cette lutte, comme toute lutte syndicale, ne semble pas avoir permis un quelconque renforcement de l'organisation de la classe. Pis, c'est la désorganisation ouvrière, au profit de l'ordre syndical, qui a régné. A Liège, Charleroi, comme à Longwy, Denain, pour seulement commencer à se défendre contre le Capital, il faut déjà refuser la soumission aux intérêts de l'Economie Nationale et donc l'encadrement de tous ses défenseurs, refuser les licenciements, les pertes de salaires, exiger plus de paie pour moins de travail, s'organiser en dehors et contre les syndicats, qui sont les premiers flics que nous devons affronter. Sans attaque des syndicats, il est impossible de coordonner les actions ouvrières, de leur fixer des orientations et des objectifs communs, d'élargir et d'approfondir la lutte contre le capitalisme.

RIEN A FOOT DE LA DEMOCRATIE

Bientôt la coupe du monde de Foot en Espagne . Où est le C.O.B.E. (Comité organisateur du Boycott de la coupe du monde en Espagne) ? Y'en a pas encore ? M'enfin, qu'est-ce qui se passe ? On a pourtant eu le COBA et le COBOM pour l'Argentine et pour Moscou . Ah!...D'accord! Fallait le dire plus tôt : l'Espagne, c'est une Démocratie, alors forcément : pas de Boycott .

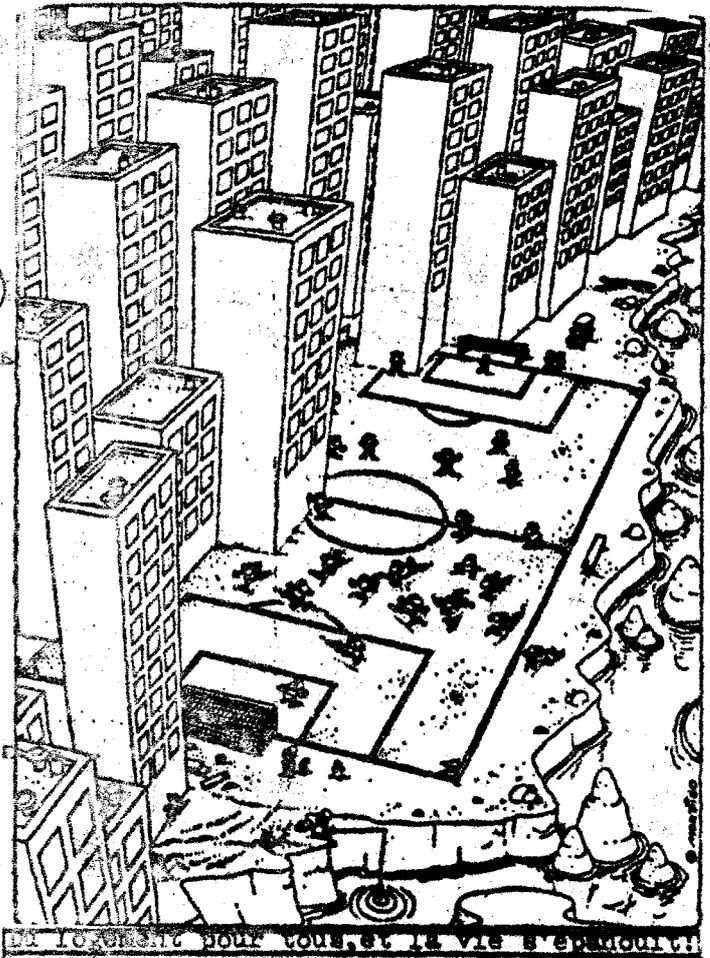
D'ailleurs, c'est tellement la démocratie en Espagne, que l'armée y parade comme dans un stade chinois et que les prolétaires ont plus peur de l'uniforme que du chômage ou de l'huile frelatée ; c'est dire...

L'Espagne est un pays où l'armée a repris le pouvoir après l'échec d'un coup d'Etat militaire (si si, on peut le faire!). Comme l'a dit un malheureux mur isolé, à cette occasion : "On peut toujours militariser un civil ; on ne pourra jamais civiliser un militaire" . Devant une telle évidence, les dirigeants espagnols n'ont pu que s'incliner et la militarisation par la voie démocratique, s'est promptement effectuée .

Même si cette démocratie est un peu trop catholique pour ne pas être inquisitoriale, peut-être qu'il n'y a pas de prisonniers politiques en Espagne ? Au quel cas, un C.O.B.E. ne s'imposerait pas .

Et bien si, il y a des prisonniers "politiques" (existerait-il, par hasard, des prisons apolitiques) en Espagne . L'un est à la prison "Modelo" de Barcelone et cinq autres sont à la prison de Ségovie (à ce propos, un "appel de Ségovie" a été publié aux éditions Champ Libre) . *

Ils croupissent pour de longues années en taule pour avoir formé, dans les années 70, l'E.R.A.T.T (Armée Révolutionnaire pour Aider les Travailleurs) . Ils ne sont pas de bons prisonniers "politiques", dignes d'un C.O.B.E., car ce ne sont pas de bons démocrates, et nous les préférons mille fois, même si nous n'avons pas une conception identique de la lutte de classe **, à des droits-de-l'homards drapés de rouge ou de rose.



Ces prisonniers n'ont pas droit à la publicité car ils sont enfermés pour des attentats terroristes . Mais c'est aussi le cas des irlandais de l'IRA ou des allemands de la "Bande à Baader" qui eux, ont défrayé la chronique . C'est que le vrai crime des membres de l'ERAT, c'est d'avoir voulu lutter autant contre le franquisme que la démocratie ou le stalinisme ; c'est d'avoir voulu "aider le prolétariat à abolir le salariat" **.

La Démocratie produit des critiques... démocratiques (bourgeoises) du stalinisme, des dictatures, de l'"arbitraire", etc... Mais elle ne peut produire un quelconque soutien pour ceux qui veulent remettre en cause le Capital .

Elle est elle-même la Dictature du Capital, répartissant avec équité la bêtise, la médiocrité et la misère . Pour cela nous la méprisons . Sa force, c'est la production et la reproduction quotidienne, routinière et astreignante du capital et de relations sociales qui sont aux rapports humains ce qu'un match de Foot, entouré de 100 000 hystériques, est au jeu, à l'activité ludique de l'homme . Pour cela, elle nous dégoûte . Sa richesse, c'est la dépossession de notre humanité . Pour cela, nous la haïssons .

Elle domine sinistrement aujourd'hui mais si le prolétariat révolutionnaire n'ouvre pas encore sa gueule contre elle, ce n'en sera que pour l'écraser avec plus de force et de plaisir bientôt.

*Pour tout contact: AFAPP Ronda de Sant Pere 32, Barcelona 10, Espagne.

**Sur le terrorisme, voir Alarme n° 2 et 8.

SANS COMMENTAIRE ?

Il n'y aurait vraiment presque rien à ajouter à cet article du "Monde" qui

Fiat en état de grâce

Fiat, qui fut longtemps le groupe industriel malade de l'Europe, a, en un an, retrouvé tout son allant. Pour que personne n'en ignore, son numéro deux, responsable de la division automobile, M. Cesare Romiti, vient de le faire savoir sur un ton presque triomphaliste par le biais d'un *Corriere della Sera*, à qui il a accordé une interview.

Il est vrai que le constructeur de Turin est l'un des rares — le seul ? — qui, en Europe notamment, peut faire preuve aujourd'hui d'une aussi belle santé. Ses concurrents affichent des pertes parfois lourdes (Peugeot, British Leyland, Alfa Romeo, Seat, Opel) ou maintiennent péniblement leur nez hors de l'eau.

Que dit M. Romiti pour l'essentiel ? Que toutes les sociétés du groupe — à l'exception de celles du secteur sidérurgique — obtiendront le présent exercice avec des résultats d'exploitation positifs ; que, pour la première fois depuis trois ans, Fiat retrouve en 1983 une gestion industrielle bénéficiaire, grâce notamment au retour à l'équilibre des coûts de son activité automobile européenne.

Par quelles raisons expliquer ce miracle ? Certes, M. Romiti fait état, cela va de soi, de volonté, de rigueur. Mais, ajoute-t-il, bientôt : « Nous pouvons aujourd'hui le dire à haute voix : la crise de l'automne 1980 a été l'événement politique le plus important qu'ait connu l'Italie au cours des trois dernières années. Depuis les relations avec les syndicats, l'organisation du travail et de la production, l'ambiance dans les usines, ont changé du tout au tout. »

L'événement politique auquel renvoie M. Romiti est le della inattesa qui, à l'appel d'un syndicat de cadres, a rassemblé quarante mille personnes dans les rues de Turin : elles réclamaient la liberté du travail : les usines de Fiat étaient arrêtées — voire occupées pour nombre d'entre elles — depuis trente-quatre jours.

Trente-six heures plus tard, un accord était signé entre les grévistes et des responsables de Fiat, et, presque dans la foulée, la confédération syndicale proche du parti communiste — et le parti lui-même — faisaient son autocritique.

Depuis lors, l'état de grâce persiste. L'absentéisme dans les usines de la firme est aujourd'hui nul (il était de l'ordre de 18 %), et, comme dit M. Romiti : « Nos ouvriers travaillent et travaillent bien. » La productivité a fait un bond de 20 %. Enfin, d'ici à 1984, Fiat investira l'équivalent de 22 milliards de francs dans le seul secteur de l'automobile.

Et pour que les choses soient claires, M. Romiti d'ajoute : « Notre capacité productive est actuellement d'un peu plus de un million quatre cent mille voitures par an. Nous n'entendons pas la réduire. Mais nous ne conserverons dans nos effectifs pas une seule personne en sus de celles qui sont strictement nécessaires au maintien de cette capacité. Et nous continuerons à recourir au chômage technique — conjoncturel — pour suivre au plus près l'évolution du marché, dont nous ne prévoyons malheureusement pas la reprise avant 1983. Nous ne pouvons nous permettre de laisser augmenter notre sur-stockage, ne serait-ce que d'une unité. » — A. T.

« Le monde » 17.11.83

parle de lui-même... Ainsi, la centrale syndicale italienne proche du P.C.I., "l'ennemi de classe" irréductible du capitalisme, le défenseur de la veuve et de l'ouvrier, a réussi son autocritique : "la productivité a fait un bond de 20%, l'absentéisme est nul"...et FIAT investira d'ici à 1984 l'équivalent de 22 milliards de francs dans le seul secteur automobile. *Mazette!*

Comme c'est souvent le cas, les principaux critères d'une bonne exploitation capitaliste sortent renforcés après un accord Syndicat/Patrons, un accord dans lequel les deux "ennemis mortels" ont marchandé la soumission de la classe ouvrière et l'amélioration de sa sur-exploitation. Mais que l'on ne s'y trompe pas ! Le syndicat est bien un organe de classe, il est même l'organe de prédilection de la classe capitaliste pour baisser et canaliser les velléités agressives ou défensives du prolétariat. Il assure avec un zèle particulier la bonne marche de la loi du profit, profit que nous suons et souffrons chaque jour de cette putain de vie. Les courbes de productivité, le bon ou mauvais état de l'entreprise n'est pas l'affaire

de la classe ouvrière, elle est celle du syndicalisme et des défenseurs de la société divisée en classes. En Italie ou en France, à Moscou ou à Pétaouchneok, l'émancipation du prolétariat commencera par la guerre contre les syndicats, en vue de leur destruction pure et simple.

La récente occupation militaire, des îles Malouines, par l'armée argentine, donne lieu et en Argentine et en Angleterre à des préparatifs militaires ainsi qu'à des déclarations nationalistes. Les Etats-Unis essaient de jouer les intermédiaires entre deux de leurs meilleurs alliés, le bloc de l'est prend position pour l'Argentine, l'Europe de l'ouest, elle, pour l'Angleterre. Qui plus est, après les récents troubles sociaux qui eurent lieu en Argentine, le gouvernement a réussi à réaliser derrière lui l'union nationale. La C.G.T. Argentine qui voulait organiser une grève, organise maintenant la trêve et l'union nationale; ses quelques dirigeants arrêtés dernièrement, ont d'ailleurs été libérés. Le "peuple argentin" derrière "ses" syndicats et "ses" partis, semble prêt à livrer combat pour "ses" îles. Si cette note s'arrêtait là, il n'y aurait qu'un intérêt bien faible pour la faire paraître dans un journal révolutionnaire. En effet, il n'est pas besoin d'être révolutionnaire pour faire de telles notes; les moyens d'informations capitalistes (Radio, télévision, presse) sont intervenus de cette manière. La plupart, défenseurs des "droits de l'homme", se sont plu à faire remarquer que l'union nationale se faisait là bas derrière la dictature barbare (bien loin), au dépend des fameux droits de l'homme. Certains laissant sous entendre que le prolétariat en Argentine, avait choisi l'union nationale au dépend de la lutte pour le progrès social (car pour eux les droits de l'homme entraînent le progrès social).

La différence de nature qui existe entre nous, révolutionnaires, et l'ensemble des moyens d'information se traduit ici par ce qui suit:

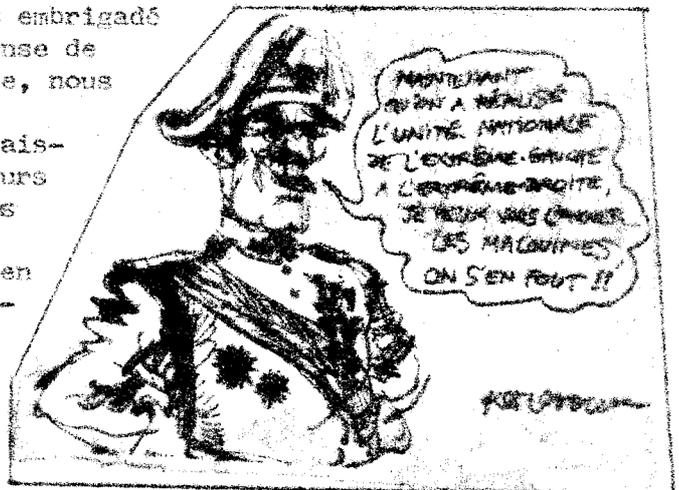
1) Leurs "droits de l'homme" n'existent pas sans travail salarié. Ce système social basé sur le travail salarié étant à détruire, aucune lutte pour les "droits de l'homme" ne peut représenter un quelconque progrès pour le prolétariat. Leurs "droits de l'homme" reposent sur les "droits des capitalistes". La liberté dont ils nous parlent ne peut exister sans la liberté, sans le droit, pour les capitalistes, de nous exploiter. Or cette exploitation quotidienne, que nous subissons est l'entrave fondamentale à la liberté et à l'épanouissement de l'homme.

"Droits de l'homme" et ce qui s'en suit ne sont donc, pour le prolétariat, que des miroirs, palouettes, des pièges.

2) La lutte syndicale en ce 20^e siècle, n'est pas une lutte prolétarienne, bien au contraire. C'est à dire que loin de représenter les intérêts de notre classe elle s'y oppose. Le syndicat ne nous organise pas pour la révolution sociale, pour changer notre condition misérable (misérable par rapport aux possibilités sociales existante), au contraire, il nous fait mendier des revendications prépacées, favorables aux intérêts nationaux de ceux qui nous exploitent.

3) Enfin, en conséquence, entre un prolétariat embrigadé dans l'union nationale, et un prolétariat embrigadé par les syndicats pour, entre autre, la défense de l'économie nationale et les droits de l'homme, nous ne préférons pas l'un à l'autre.

Nous disons honte aux prolétaires qui se laissent embrigadés par des forces opposées à leurs intérêts. Honte à eux quand ils défendent les îles Malouines ou la patrie en général, car ils n'ont rien à défendre dans la patrie, rien ne leur appartient, les prolétaires ne possèdent que leur force de travail, que leur capacité à travailler pour d'autres. Honte à eux, lorsque sous la bonne escorte des bonzes syndicaux, ils manifestent leur volonté de sauver l'économie nationale et de lutter pour les droits de l'homme.



PLUS DE TRAVAIL MOINS DE PAYE

Après British Leyland, il y a un an maintenant, c'est General Motors, Ford et des entreprises de sidérurgie Allemandes qui licencient des ouvriers, en mettent au chômage "technique", abaissent les salaires et le nombre de jours de congés payés. Contrairement au cas de la France ou de la Belgique, cela se passe très bien et les ouvriers acceptent ces mesures sans rechigner, sans même un jet de bouillon de mauvaise humeur.

La "spontanéité" de leur réponse face à une détérioration brutale de leur niveau de survie est due à deux facteurs. Tout d'abord la confiance dans les syndicats. Même si ces derniers ont saboté maintes luttes, leur travail quotidien pour l'acceptation des mesures capitalistes les plus draconiennes a porté ses fruits.

Mais aussi, les ouvriers sont pleins d'illusions sur les possibilités de l'économie nationale et des patrons de leurs boîtes. Ils espèrent "s'en tirer", être repris, revoir leurs salaires monter etc... Ainsi, les ouvriers ont honteusement laissé passer ces mesures qui les visent directement alors qu'au moins dans le même contexte, les ouvriers français ou belges se sont affrontés à elles, ne serait-ce que formellement.

COMMUNIQUE

1) Le groupe FOCUS qui publie " The Alarm " aux Etats-Unis n'a jamais été qu'un groupe sympathisant du FOR.

2) Par l'attitude du seul militant de FOCUS que nous connaissons et qui est pleinement soutenu par les autres membres invisibles et inconnus de ce groupe, nous rompons toute relation avec eux. L'éditorial du dernier numéro de " The Alarm (n° 10) confirme publiquement leur position " anti-FOR " et calomnieuse.

3) L'utilisation par ces personnes des sigles FOR et The Alarm est désormais considérée par l'ensemble des groupes et militants FOR France Espagne Italie/ Grèce comme une usurpation.

LEXIQUE DE LA TRUANDERIE POLITIQUE CONTEMPORAINE COMPARE AU LEXIQUE REVOLUTIONNAIRE 2^{ME} PARTIE

DEMOCRATIE POPULAIRE : Acception trandée.

Nom donné aux régimes imposés en Europe par l'armée et la haute bureaucratie capitaliste russe ou établis en Yougoslavie et en Chine dans le feu de la victoire de l'impérialisme Yanki-russo-britannique sur l'impérialisme nazi, quand il n'est pas dû aux résultats des marchandages interbloc après la guerre (Vietnam du Nord, Cuba), mais toujours sous le fer idéo-économique moscovite. Dès le début, en connaissance de cause, le nom Démocratie et le qualificatif Populaire furent assemblés comme antiphrase s'acissant de concert de la copieuse terminologie-appoint stalinienne. Dans aucun des pays ainsi dénommés on ne peut découvrir un signe quelconque de démocratie, à fortiori de démocratie dans sa désuète forme bourgeoise, alors que la classe ouvrière dissimulée dans la désignation embrouilleuse de peuple, endure un despotisme économique, politique et culturel encore plus totalitaire que celui des régimes précédents. Ces régimes ne se distinguent de la Russie ni par leur structure économique ni par leur superstructure politique. Ils ne s'en distinguent pas plus par leur origine, contrairement à ce que prétendent certains donneurs de définitions auto-déformés, car ce qui existe en Russie n'est pas le produit de la révolution de 1917 mais le produit de la contre-révolution stalinienne. Et c'est l'extention de cette dernière, non sans l'aide des Yankees, qui donne la similitude dont nous avons parlé. Dans ces pays il n'y a jamais eu de changement de système social, mais bien un changement de régime, passant du capitalisme privé au capitalisme d'Etat, du gouvernement bourgeois à celui de la bureaucratie capitaliste à laquelle s'est intégrée la bourgeoisie. S'ils n'ont pas accédé au rang de Démocratie socialiste, cela doit être dû au fait que la Russie a voulu se réserver un tel titre honorifique afin de s'ériger en supérieur hiérarchique. Les prétendues démocraties populaires sont de fait et avant tout le butin de guerre du Kremlin, à la fois esplanade militaires et terrains réservés pour son exploitation impérialiste. Il leur est impossible d'échapper à une telle condition sans chercher une aide marchande - et militaire le cas échéant - dans le bloc américain : c'est le cas de la Yougoslavie et de la Chine. Ils sont en condition de le faire sans altérer aucunement leur organisation économique-politique, preuve incontestable, entre autre de l'uniformité du système d'exploitation aussi bien russe qu'américain indistinctement.

Acception révolutionnaire.

Aucune. On ne peut trouver semblable désignation que dans la terminologie capitaliste appliquée aux régimes politiques libéraux et parlementaires qui reconnaissent en droit et respectent de fait les libertés individuelles de presse, partis, manifestations etc..., mais sur la base sociale de l'exploitation du travail salarié par le capital. Dans le meilleur des cas, populaire ne peut signifier que de gauche bourgeoise, c'est-à-dire, les méthodes moins brutales de domination sur le prolétariat par ses gouvernants et exploiters. De toute façon, les méthodes régissant dans les prétendues démocraties populaires entrent en plein dans la catégorie des plus brutales. Mobutu a proclamé au Congo la république populaire de façon hypocrite et copiée des Mao-tse-tung, Castro et autres Kadar.

MARXISME-LENINISME : Acception truandée.

La version véridique de cette tromperie est : marxisme-léninisme-STALINISME, et son unique contenu est donné par le dernier des termes. Et ce n'est pas le silence porté sur lui depuis le XXeme congrès de la caste dictatoriale russe qui le rend moins présent dans les dits et les faits de cette dernière

L'organisation de la force post-révolutionnaire s'effectue dans un
 cadre "d'Etat ouvrier" ne peut accomplir aucune mission économique
 dans le "commune" de Paris, et pour tous ceux qui s'opposent à la révolution
 qui se présente également de façon au contact. Pour eux, surtout après
 la mission socialiste de l'Etat sont directement opposés à celles d'Hitler
 socialisme, que les patrons de bloc occidental, leurs exécutants sur
 tout sont aussi ennemis des révolutionnaires, de ce que l'Etat socialiste
 peut le travail salarié à compris sous des formes encore plus déconstruites,
 dans classes et dans Etat. Les membres de Moscou et de Berlin qui maintien-
 nent le travail salarié et de la révolution communiste, la vie unique de la
 "classe", c'est le retour de la révolution communiste, la vie unique de la
 révolution, la révolution d'ABOLITION DU TRAVAIL SALAIRE comme l'œuvre
 de l'œuvre révolutionnaire que peut mener sur elle la classe que le capital
 crée ; non comme résultat obligatoire ou automatique de cette œuvre, mais
 révolution de l'œuvre économique-culturelle de l'humanité dans sa phase capital
 communiste, non comme développement, non comme un idéal à atteindre sans classe
 de classe en son sein. Ce marxisme pratique la conscience de l'homme, mais par la conscience
 n'est été représentée, non par la conscience de l'homme, mais par la conscience
 dans ou dans classe de ce qu'il a écrit à l'Etat, en fait de fait qu'il
 fait état, il n'y avait jamais eu une seule révolution sans une conscience
 révolutionnaire : "Les révolutionnaires sont les révolutionnaires de l'histoire".
 toujours équilibrée et s'inspire dans le sens de la doctrine une des pro-
 phètes en se modifiant réciproquement leurs légendes mythiques soit
 dans à atteindre. Les facteurs objectifs et subjectifs qui agissent dans l'his-
 toire économique, économique ou politique, l'œuvre de Marx - et de Engels -
 révolution, à comprendre et à réaliser comme la révolution socialiste.
 Les de marxisme, mais en aucun cas on ne peut en parler comme d'un système
 classe se manifeste comme phénomène de révolutionnaire il est possible de par-
 tiquer le plus tangible qu'on connaisse. Ainsi donc, par facilité terminolo-
 gique dans les temps initiaux de l'histoire, c'est-à-dire son état équi-
 libre elle-même ne peuvent échapper à l'attention et au changement pas plus
 de contradiction en son temps, stabilité et mutation. Les lois de la dialo-
 gique et celle-ci n'étant pas entre eux et en eux-mêmes changeants, cette
 dialectique révolutionnaire du monde extérieur et de l'histoire serait in-
 terprétation philosophique ou politique. En effet, une interprétation dialectique,
 elle ne soit prétendue, et son œuvre est la révolution incessante de tout
 son monde. Marx avait écrit hors de toute doctrine pour deux raisons
 avant tout il faut nier l'existence d'une doctrine que l'on pourrait déno-
 mmer de marxisme.

que l'on doit comprendre par marxisme.
 est révéler ou qu'il se soit trompé. Il s'agit donc d'expliquer clairement ce
 son œuvre, il ne prétendait pas autre chose qu'expliquer le marxisme, qu'il
 n'ait organisé de la contre-révolution. Ce qu'il a fait est la partie
 l'œuvre. Mais ce n'est pas pour autant qu'il faut attribuer à l'œuvre dans
 leur le pouvoir au sein des forces contre-révolutionnaires encore capie dans
 une marche (NSD) à inciter toutes les énergies conservatrices et concen-
 trer que cette mesure serait surtout, en convergence avec la nouvelle écono-
 mie, c'était un signe de faiblesse et non de force. Il est
 contraire d'employer, que la possibilité de se retirer, était
 pour équilibrer qu'il ne s'agit pas d'un principe révolutionnaire mais d'un
 moyen écrit par Lénine lui-même et jamais publié par ses collaborateurs, déclare
 supportait les autres parties et les décisions au sein du Parti Bolchevik, pré-
 sent de ses premières réalisations. L'idée est la présence de la loi qui
 discussions idéologiques internes, ou un mot l'idée de socialisme. Ce fut
 Lénine-Lénine, l'idée d'une dictature du parti unique sans fractions ni
 Le stalinisme a précédé même sur le compte de Lénine, comme originalité
 incertaines nouvelles lui-même.
 alors contre l'opposition de gauche de Trotsky et en fin de compte contre le
 danger contre-révolutionnaires dont les intentions perverses étaient décelées
 contemporains. Les inventeurs d'un léninisme sont les représentants de la ten-

ou selon il récupère sa traditionnelle fonction d'état épouvanté et ex-
ploté de la majorité par une minorité. Il est exclu que ce qui a été
l'aboutissement de millions d'écoulements et de crimes de toute sorte
puisse se transformer en planche de salut.

Auto-critique / Acceptation truquée

Confession latente de fautes et de délits invis-

tes, imposée, par la coercition et la terreur policière, aux adversaires et

critiques du stalinisme. L'histoire de l'humanité n'enregistre rien de

plus répulsif et de plus abject que ce procédé politico-terroriste à pas

même les procédés de l'Inquisition. L'opposition exprimée ou tacite au

pouvoir existant (pouvoir de la contre-révolution) n'était pas combattue

avec des idées et encore moins débattue en public. On détenait les coupables,

on les torturait physiquement et moralement ainsi que les membres de leur

famille, pendant des mois, des années si besoin était, jusqu'à ce qu'ils

confessent qu'ils avaient tort et que leurs frères, surtout le premier d'entre

eux " Le grand et génial Staline " avaient raison. Dans les cas peu graves,

" Le coupable " pouvait en se prosternant réintégrer les rangs du Parti-Etat

au moins dans une catégorie plus basse, dans la mesure des cas, ce qui

représente des millions et non pas des dizaines ou des centaines de milliers

de cas, la " confession " appelée auto-critique servait en fait à aller

mourir en Sibérie par le travail forcé.

Le principe de cette vaste et sanglante répression - indescriptible et

par le nombre et par ses sévices et sa portée réactionnaire - est constitué

par les Grandes Révolutions de Moscou de 1935 à 1938. Des hommes dres-

sièux de 1917, compagnons de Lénine et de Trotsky furent contraints

d'adhérer au " travail pour Hitler " ou pour le gouvernement anti-

stalin, selon les alliances du Kremlin (sans autre but que celui d'obtenir

la " patrie du socialisme ", ainsi que " le père des peuples " lui-même.

Staline en personne. Les procès, dont un des plus célèbres, " Vichinsky, ancien

allié des gouvernements blancs qui combattent la révolution, étaient

répétés comme des pièces de théâtre jusqu'à ce que la haute cour ait fini

de rendre les effets désirés.

Le procédé est insupportable au stalinisme qui l'a exporté dans tous les

pays où il domine. En Chine il est appliqué en y ajoutant souvent un trait

particulier. Les victimes doivent passer devant des assemblées spécialement

constituées à cet effet, les fautes et les crimes qui leur sont attribués,

et devant louer la justice et le clivage de leurs bourreaux étant

ensuite exposés sous les yeux. C'est cette opération " auto-critique "

des masses que le gouvernement russe organise par des campagnes nationales

politico-policières démentant complètement les déclarations et exécutions. Il s'agit en

fait d'une synthèse de la loi du " Kitch " par laquelle on enlève aux

Etats-Unis sous couvert de justice populaire (surtout contre les noirs)

et des pendaisons dans les camps de concentration de Hitler en présence des

autres démons et de la musique de Wagner. Les dirigeants de poche chinois

et japonais ont eux aussi effectué leurs instructifs et ont avec ce genre

d'actes de loi stalinien qu'ils ont consolidé leur pouvoir.

En bref, l'auto-critique et son prolongement, la confession de crimes

inventés, a servi et sert encore au stalinisme pour envoyer les révolution-

naires au cinquième au les couvrir de boue. Plus tard, ce procédé fut

utilisé contre les complètes despotismes du stalinisme. Tout ce caractère-

de, la tristesse des idées et de l'histoire de la révolution, la per-

version planifiée des manières par la presse, la radio, la télévision, la

littérature, le cinéma et même le théâtre et la musique, sans oublier les

exécutions politiques et judiciaires, tout cela dans de telles conditions les

responsables politiques et judiciaires, tout cela dans de telles conditions les

de la contre-révolution stalinienne, du capitalisme d'Etat. (1)

Acception révolutionnaire.

Dans la mesure où il serait possible d'employer le terme auto-critique, il ne signifierait pas autre chose que la réflexion d'une personne sur sa propre situation et sur ses propres idées, réflexion non imposée ou faite à la demande, mais émanant spontanément de chacun et sans conséquences répressives. Tout révolutionnaire, toute personne honnête se fait cette critique au cours de sa vie, suivant sa capacité introspective. Cette introspection ou auto-critique est contenue dans ce que l'on appelle expérience, chose qui ne peut être niée par des expériences négatives, réactionnaires ou même criminelles, ce dont il ne s'agit pas de parler ici. Zinoviev faisait sa propre critique quand il déclarait en privé : " Les deux grandes erreurs de ma vie consistent en ceci : m'être opposé à l'insurrection d'Octobre et avoir appuyé Staline contre Trotsky". Mais il mentait, exténué par la torture, lorsque, devant le bourreau préféré de Staline, le blanc Vichinsky, il affirmait avec une faible voix de mort vivant être " une vipère lubrique " manipulée par Hitler contre "le génial Staline" les deux futurs alliés.

(Traduit de ALARMA n° 15 ancienne série Sept 1970)

SUITE DANS LE PROCHAIN NUMERO D'ALARME.

1) L'aveu de J. London, livre et film, donne une idée de la technique policière mise en branle pour obtenir des " auto-critiques " et des " confessions ". Mais non de sa signification profondément réactionnaire. London, qui d'autre part, a mis son grain de sel dans la défaite de la révolution espagnole et dans la falsification de son histoire, n'a pas ouvert sa gueule lors des procès de Moscou, ni plus tard en Tchécoslovaquie, jusqu'à ce que le sort, en tant qu'agent des crimes d'autrui, ceux de Staline et de Rokosy, ne le fasse devenir " une vipère lubrique ". Le personnage n'en est pas moins un aspirant de ce que bourgeois et staliniens s'accordent à appeler " socialisme à visage humain " (voir la signification de ce résidu dans la suite de cet article dans les numéros ultérieurs).

Pour s'informer d'un point de vue révolutionnaire sur la répression stalinienne : Léon Sedov : Livre rouge des procès de Moscou ; V. Serge : "16 fusillés", "Portrait de Staline", "l'affaire Tulaef" ; L. Trotsky : "les crimes de Staline" ; Anton Ciliga : "Au pays du monsonage déconcertant; ainsi que les 2 tomes de la commission de Coyatan : " Not guilty " et " The case of Leon Trotsky ".

Sommaire

- LES 39 heures victoire ouvrière ou attrape-nigauds.....page 2
- Le salaire du féminisme.....page 5
- Intervention et noyaux révolutionnaires d'entreprises.. page 6
- Exploitation décalée.....page 7
- Notre tactique: l'intransigeance.....page 8
- Belgique comme partout s'affronter aux syndicats est nécessaire...page 11
- Rien à foot de la démocratie.....page 12
- Sans commentaire.....page 13
- Le F.O.R revendique les îles Malouines.....page 14
- Plus de travail moins de paye.....page 15
- Communiqué..... " "
- Lexique de la truanderie politique contemporaine comparé au lexique révolutionnaire (2ème partie).....page 16